

Service Vétérinaires : Santé et Protection des Animaux et de
l'Environnement
Avenue du Grand Cours
CS 41603 – Cedex
76107 ROUEN

ROUEN, le **26 OCT. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ATEMAX FRANCE

rue Launay
76510 ST AUBIN LE CAUF

Références :

- Arrêté préfectoral du 17 mai 2016 imposant des prescriptions complémentaires au centre de collecte et de transfert de sous-produits d'origine animale des sociétés ATEMAX FRANCE et SOLEVAL FRANCE situé route des Launay à SAINT-AUBIN-LE-CAUF (76510)
- Arrêté préfectoral du 26 août 2011 de prescriptions complémentaires, ATEMAX OUEST – SOLEVAL OUEST, SAINT-AUBIN-LE-CAUF

Code AIOT : 0057601075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté rue Launay 76510 ST AUBIN LE CAUF. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEMAX FRANCE
- rue Launay 76510 ST AUBIN LE CAUF
- Code AIOT : 0057601075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ATEMAX est un centre de collecte des cadavres d'animaux de rente, domestiques et non domestiques. Il exerce une activité répertoriée sous les rubriques n°2730 et n°2731 soumise au régime de l'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle physique du bâtiment principal, bassin de confinement et de la capacité de rétention du stockage des jus et effluents
- contrôle documentaire (résultats d'analyse des eaux rejetées)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 11	/	Sans objet
4	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Capacité de rétention de la cuve de stockage des jus et effluents	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8	/	Sans objet
3	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 9.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne réalise plus les prélèvements sur les rejets de l'installation. Ces rejets en dépassement doivent être pris en compte par le réseau collectif de Saint AUBIN le Cauf. La conservation des cadavres plus de 24h à température ambiante augmente les odeurs dans le bâtiment principal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires doivent respecter avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif les valeurs suivantes: Fréquence de la mesure : trimestrielle, prélèvement d'au moins 24h asservi au débit pH: 5,5 - 8,5 température 30°C DCO 800 mg/l, flux 6 kg/jr DBO5 228 mg/l, flux 1,7 kg/jr MES 466 mg/l, flux 3,5 kg/jr Phosphore total (PT) 27 mg/l, flux 0,2 kg/jr Azote total (NTK) 1000 mg/l, flux 7,5 kg/jr Le débit moyen journalier rejeté, mesuré au niveau de la station d'épuration communale, est fixé à 7,5 m3. Constats : Le dernier prélèvement date du 21 octobre 2021. Les prélèvements depuis ne sont pas effectués. Ceci est une non conformité. Concernant les valeurs de rejets, il y a un dépassement sur les paramètres DCO et DBO. Le 21 octobre 2021, la valeur de la DCO était de 1090 mg/l avec un flux de 12,75 kg/jr et la valeur de la DBO était de 380 mg/l pour un flux de 4,45 kg/jr. Observations : En 2019, l'exploitant avait prévu de revoir la convention de raccordement au réseau public d'assainissement. Il était question de relever les valeurs limites de rejets, ce à quoi l'inspection ne s'oppose pas. La convention n'a pas été revue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Capacité de rétention de la cuve de stockage des jus et effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, et en particulier la cuve de stockage des jus et effluents issus du bâtiment principal de la société ATEMAX FRANCE (capacité unitaire de 30 m3) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : La cuve de stockage des jus et effluents issus du bâtiment principal est sous rétention. Elle est vidée deux fois par semaine. Les jus sont traités dans une usine de transformation. Deux cuves à fuel sont à proximité. Ce sont des cuves double peau. Un extincteur était à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Recueil des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est équipé d'un bassin de confinement étanche commun aux deux sociétés et placé sous la responsabilité de la société ATEMAX FRANCE. Celui-ci consiste en la réutilisation du bassin d'aération de l'ancienne station d'épuration du site. Cet ouvrage d'une capacité de 345m ³ , situé en aval d'un premier bassin de collecte de 54 m ³ , permet de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les organes de commandes nécessaires à l'utilisation de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'une élimination ou d'un traitement spécifique pour être rejetées au milieu récepteur.
Constats : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie peuvent être recueillies dans un premier bassin puis un second plus grand qui est l'ancien bassin d'aération de la station d'épuration du site. Ce bassin le jour de l'inspection était rempli pour partie d'eau et recouvert de lentilles vertes. De la végétation était présente. Les organes de commandes sont accessibles pour être actionnés.
Observations : Il apparaît opportun que le bassin soit vidé régulièrement de l'eau de pluie qu'il contient.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>20.1 : Aires de réception et de stockage de matières premières</p> <p>Les aires de réception et les installations de stockage des produits traités sur le site sont aménagées selon les dispositions suivantes afin de limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour ATEMAX OUEST, sous bâtiment principal fermé avec portes d'accès escamotables automatiquement; - pour SOLEVAL OUEST, sous bâtiment fermé pour les deux trémies de 50 tonnes. <p>La dispersion des odeurs dans l'air ambiant des locaux de réception et de stockage de la matière première doit être limitée le plus possible:</p> <ul style="list-style-type: none"> - en réduisant la durée de stockage avant départ du site; elle ne dépasse pas 24 heures à température ambiante; - en assurant la fermeture permanente du bâtiment ATEMAX OUEST de réception, de stockage et de dépouille des cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale; - en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriée de l'ensemble des locaux. Un nettoyage au moins deux fois par semaine est réalisé. La fréquence de nettoyage est quotidienne dans les locaux de travail (dépouille, autopsie, ...) <p>La capacité des installations et locaux de stockage est compatible avec la durée maximale de stockage et permettre une augmentation des 24 heures de ce délai.</p> <p>Constats : Le bâtiment principal est fermé avec des portes d'accès escamotables automatiquement.</p> <p>La durée de stockage avant chargement pour départ du site dépasse 24h à température ambiante selon les dires de l'exploitant. En effet, les camions partent quand ils sont remplis. Le week-end le bâtiment est vide.</p> <p>Le bâtiment est constamment fermé. Il est nettoyé et désinfecté tous les soirs.</p> <p>Le voisinage proche de l'installation ne se plaint pas des odeurs.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet